**JECO 14, 15 16 novembre 2013**

***Ci-joint les notes prises lors des conférences à l’occasion des JECO à Lyon du 14 au 16 novembre 2013 sur le thème « Reconstruire la confiance »***

***Ce ne sont que des notes… Toutes les conférences citées ont été filmées et sont disponibles sur le site des JECO.***

**J. Coquet**

**Séance d’ouverture**

**Jeudi 14/11/2013 10h-11h**

**Intervenants :**

J.L. Gagnaire : député, VP de la région Rhône-Alpes

P. Grillot : président CCI de Lyon

P. Haas : direction de la com° BDF

P. Le Merrer : DG Journée de l’éco

M. Monti : ancien 1er ministre d’Italie

Sénateur maire de Lyon : président du grand Lyon

F. M. Civil : rectrice

S. Paix : Psdt directoire caisse d’S

**Thème : reconstruire la confiance**

**Sondage : les français et l’éco, enquête BDF (mi octobre)**

**P. Haas**

Les français sont intéressés par éco

55% des français, 60% des hommes et 40% des femmes pense avoir un bon niveau en éco (résultat proche pour l’intérêt à l’éco)

Globalement cette année + pense avoir un bon niveau en éco que l’année dernière.

Il s’informe sur la presse éco considérée comme la plus fiable, les économistes sont en 2ème position.

Ils estiment à 81% que l’éco doit être renforcée dans l’enseignement.

Les français sont inquiets sur la situation des finances publiques, cela augmente avec l’âge.

Sur la situation économique future, 47% pense que la situation va se dégrader et 38% que ce sera stable. Cela concerne plus les classes sociales modestes.

Le système bancaire français est à 63% considéré comme solide.

Méfiance vis-à-vis de l’éco de marché (55% pense que cela fonctionne mal), ce sont les jeunes qui ont le + confiance, + l’agglo parisienne et commerçants, artisans.

Que faire pour stimuler la croissance ? Réponse

* Augmenter les « petits salaires » (stt réponse d’ouvrier)
* Baisse des impôts (solution en forte progression) (stt jeunes de – de 35 ans, + les femmes 50% que les hommes 40% d’entre eux)
* Stimuler l’innovation
* Encourager les exportations

Faible confiance dans l’Europe.

**M. Monti**

Sur le rôle de l’intégration européenne, le lien avec la croissance n’est pas le plus évident.

Absence de référence aux réformes structurelles comme élément contributeur à la croissance dans ces réponses.

Cela est positif de penser que 2% des français pensent qu’il faut augmenter les dépenses publiques.

**Autres intervenants :**

Il y a une défiance vis-à-vis des politiques. La confiance des français ds les politiques est +/- égale à 0.

Cela vient notamment du fait qu’on ne parle pas de la réalité économique.

Le pessimisme nuit à la croissance. Il faut aussi dire les choses désagréables.

La crise de confiance alimente le pessimisme entrainant un cercle vicieux.

Pour casser ce cycle, des réformes structurelles pour alléger la dette publique, le poids des PO sont essentielles

**S. Paix** (Intervenante caisse d’épargne)

Inquiétude du manque d’implication des jeunes.

La confiance se bâtit sur des actes.

5 ans Tsunami dans le secteur des banques. Le système bancaire a tenu bon.

La distribution de crédits aux entreprises > au tx de croissance.

Pas d’énorme confiance ds les banquiers pour leur parler d’éco.

**J. L. Gaignaire**

Politique et concitoyens vivent avec des contradictions.

Il faut jouer le jeu « de la vérité ».

Les français appréhendent bien l’éco mais c’est plus compliqué au niveau opérationnel quand il faut mettre en œuvre des réformes.

**F. Moulin Civil** Rectrice :

Sur l’intégration de l’éco ds l’enseignement.

Entreprise et école sont + liés auj de façon bcp plus importante.

**P. Grillot (CCI)**

3 points + du sondage :

* Il parle innova°
* Il parle des exportations
* Seul 2% pense permettre la croissance avec les dép publiques.

Pour lui confiance va de pair avec le concept de courage.

Point + : diversité des régimes écoq selon les régions mais avec des situations écoq très diverses.

Les entrepreneurs investissent et prennent des risques.

Les étrangers nous perçoivent comme ayant des ressources mais une absence de décision, de courage, de volonté.

Il faut transmettre des signes forts.

Ccl de M. Monti, la France a un potentiel immense ms se freine.

L’Europe n’est pas sur le devant de la scène : au niveau budgétaire, au niveau des réformes structurelles, au niveau politique, …

Il y a un manque d’activisme.

Prtt nous avons un avantage, un « nirvana » sur les spread sur les tx d’intérêt.

Cela vient du fait que les marchés pensent que l’All ne lâchera jamais la France financièrement. Les français ont un manque d’activisme, peut-être parce que nous avons un privilège sur les tx.

**Les conditions éco pour la stabilité de l’euro sont-elles acceptables ? Jeudi 15/11/2013**

De nombreuses analyses pessimistes sur l’avenir de la zone-euro.

**Mario Monti**

L’euro ne va pas exploser, peut-être est-il cpdt trop fort.

**P. Artus (directeur de recherche et de études Natixis)**

La proba de disparition de l’euro n’est pas nulle

**N. Schmidt (ministre de travail, de l’emploi et de l’immigration du Luxembourg)**

L’euro est stable paradoxalement mais ne va pas disparaître

**S. Goulard (députée européenne)**

L’euro sera ce que nous en ferons

**D. Schwarzer (directrice du département Intégration européenne à l’Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité)**

Un euro mal géré va affaiblir les pays

**A.Bénassy-Quéré (professeur à l’Ecole d’économie de Paris, membre du CAE)**

Si le politique y tient l’euro tiendra

**P. Azkenazi (directeur de recherche au CNRS, membre du CAE)**

On fait tt pour que l’euro meurt mais il survivra

**P. Herzog (Président-fondateur de l’association Confrontation Europe)**

A CT, il survivra, ss refondation de l’espace, il ne peut tenir

**Ambassadeur du RU**

Il faut apprendre à vivre avec

**M. Monti :**

L’euro zone a eu de nombreux pbl. L’euro a été relativement stable. L’intégrité de l’Euro est discuté pour l’avenir.

Jusqu’à présent on maintient cette intégrité, pas de disparition de nouveaux pays.

Les pays membres font + ou – le travail sur les réformes pour maintenir l’euro.

Il y a eu des réformes sur la gouvernance avec des progrès remarquables avec un peu de retard. Cela a permis tout de même de progresser.

Par exemple un plan de croissance a été décidé, + mécanisme pour limiter la volatilité des « spread ».

Beaucoup de nouvelles volontés politiques.

En ctp de ces retards sur les prises de décision, cela a eu un résultat remarquable pour toute l’Europe : Absence de populisme de droite en Allemagne lors des élections.

A l’inverse, il y a une montée populiste dans d’autres pays comme Italie.

Le rôle de la France va être essentiel.

**P. Artus :**

Pbl fondamental dans la conception de l’euro.

Assez pessimiste sur la gouvernance.

Nous sommes dans une région hétérogène, les éco DV et les spécialisations sont différentes.

Cela est accru par la crise avec une concentration de l’industrie dans le nord.

Des structures productives différentes entrainent des niveaux de vie différents.

Or la gouvernance de l’euro passe par l’uniformisation notamment des règles.

Ex : même déficit public, balance coale, harmo fiscale …

Cela est totalement erroné.

Par ex. un pays désindustrialisé (pas de p° à X°) ne peut avoir un équilibre extérieur sauf à s’appauvrir.

Des investissements dans les infrastructures publiques ds ce cas sont essentiels.

La recherche de l’équilibre des soldes publics et commerciaux va appauvrir les pays.

La situation ne va pas s’améliorer.

Les niveaux de vie baissent, l’émigration (avec baisse d’une base fiscale) et les tensions sociales s’accroissent.

Il y a eu une confusion entre la coordination et l’harmonisation. Il faut coordonner une hétérogénéité.

**N. Schmidt :**

Le modèle orthodoxe sur l’homogénéité a été étendu à des pays qui ne l’étaient pas.

Ce modèle avec comme seul élément fédéral : la monnaie. Cela ne peut fonctionner.

Il faut reconstruire le modèle avec plus de fédéralisme.

Il faudrait revoir les traités internationaux mais cela est compliqué.

Il y a donc des tensions sur l’euro.

Le pbl est que l’euro est fort et quelles politiques pour une Europe hétérogène ?

Le défi fédéralisme est l’enjeu majeur.

**D. Schwarzer**

En accord avec l’idée du fédéralisme.

La crise est loin d’être terminée.

A Berlin, il y a un certain confort dans les discours.

* Pour les all, il est difficile de voir une critique du succès politique Alld car les exportations dans le monde pousse la croissance,
* La critique du sous-Ient ds les infrastructures, l’enseignement Alld st l’objet de débat.
* Il y a des débats sur le faible PA cpdt le salaire min. va être mis en œuvre.

Solution à mettre en œuvre en Europe :

* Union bancaire doit être complète pour casser le lien finance publique et système financier + pour que les pays puissent accéder à des financements qd ils sont en difficultés
* Proposition de mécanisme de stabilisation macro ds la zone euro,
* Avoir des instruments budgétaires pour inciter les réformes structurelles.
* Il faut revoir la légitimité démocratique de la zone euro. Il y a un problème de technocratie.

**S. Goulard**

Nous sommes confrontés à un choix politique. Il y a un pbl d’opacité avec les décisions du conseil européen non élu.

Nous assumons et devons assumer que ds la crise nous avons gardé l’euro.

La gouvernance par la règle ne peut pas fonctionner durablement. Il faut travailler dans un cadre global et sortir d’un jugement moral (excédent=bien, déficit = mal).

Il faut non pas voir un pays en particulier mais les interactions entre les pays.

C’est un débat difficile qui suppose un budget fédéral.

Il faut que cela soit un débat démocratique et non technocratique. Le fédéralisme doit être ouvertement abordé.

1. **B. Quéré**

Musgrave propose une vision de la politique éco.

Ds l’UE, on fait de l’allocation (fonds structurels), la BCE fait de la stabilisation (atténuation des cycles) et rien d’autres.

Ce n’est pas un équilibre.

Une Union monétaire ss union bancaire est impossible car les banques créent la monnaie.

Sur la redistribution, il y a des formes d’agglomération des activités.

Cela pose un pbl au niveau des transferts des droits et revenus en cas de mobilité des salariés.

Il faut des politiques éco qui parlent au citoyen, des projets autour de la question de l’emploi avec un « donnant-donnant » ss donneur de leçon.

Il faudrait donner des minima, avec un système d’allocation chômage au niveau européen.

Il faudrait faire de même au niveau de la jeunesse avec de la mobilité, du soutien.

Il faut mettre ensemble la question de la solidarité et de la réforme.

**P. Askenazy**

Inquiétudes importantes. Peu de perspectives de croissance, montée de la pauvreté.

Il n’y avait pas une seule stratégie. Des stratégies alternatives existaient.

On a augmenté les difficultés pour sortir d’un carcan idéologique.

On se satisfait d’avoir réduit la souveraineté des parlements nationaux (notamment au niveau du budget), or cela a nourri le populisme.

Il y a une spirale vicieuse. L’Europe est faite par les chiffres.

Il n’y a pas de rationalité derrière ses critères.

Ces indicateurs sont manipulables et sont connus 2 à 3 ans après de manière définitive.

Cela est intenable au niveau démocratique et éco.

Il faut revoir les traités absurdes.

**P. Herzog**

Il y a eu des réalisations très importantes.

La prochaine étape sera plus difficile. Il y a une fragmentation des situations éco, on ne sait pas conduire la croissance, il y a un pbl de confiance.

La fragmentation passe par de la déflation et pose un pbl car on ne gère pas la solidarité au niveau européen et on la gère au mieux au niveau local.

La croissance est non construite en Europe. Il n’y pas de potentiel de croissance. Il y a notamment le pbl de capital humain.

Il n’y a pas de véritable politique financière pour le financement de l’investissement à LT en Europe.

Au niveau politique, crise montante. Il faudrait préparer les populations à une refondation du socle. L’union bancaire et budgétaire est à faire.

On ne prépare pas les populations. Il n’y a pas de débat public, cela laisse un bld à l’extrême droite.

UEM est incomplète et devra être complétée.

**P. Ricketts**

Le RU n’a jamais été convaincu par l’euro.

Il n’a pas cru qu’il était possible de faire une union monétaire sans une « union » budgétaire.

Il a fallu compléter le projet dans une situation de crise sur la Cv budgétaire.

Le succès de l’euro est dans l’intérêt du RU.

50% des X° vont ds eurozone. RU, en faveur de l’Union bancaire à condition que les intérêts des pays « out » de l’euro soient protégés.

Les britanniques veulent garder leurs intérêts.

En Europe, il faut de la croissance, de l’emploi. Il faut réformer en profondeur l’Europe (+ compétitivité, flexibilité pour lutter contre hétérogénéité).

**Questionnement :**

**Quelle méthode d’intégration européenne (P. Artus)**

Rien ne peut se faire sans cadre redistributif actuellement en raison des hétérogénéités.

Les décisions sont prises en compte sans cadre fédéral actuellement mais cela ne peut pas marcher.

**M. Monti** trouve que le degré de frustration en France est important vis-à-vis de l’euro alors que le pays est un fondateur. Il pensait que la France était constructrice de l’Europe or cette France ne se reconnaît pas selon les discours dans cette construction.

La France est très critique sur l’Europe mais elle est relativement injuste sur ses bienfaits.

1. **B-Quéré**

L’euro n’est pour rien sur la crise actuelle.

Le pbl est que les politiques européens n’ont pas anticipé le changement de régime.

**P. Herzog**

Il faut réfléchir à la division du travail dans un cadre européen et non pas une politique au niveau nationale.

**Question sur la BCE**

Nous sommes en déflation ds la zone euro. Définition : Tx intérêt réel augmente. Il y a une responsabilité de la BCE dans le futur pour faire remonter l’inflation car sinon cela risque de poser des pbl de finance publique (Artus).

**Sur l’abandon de l’euro**, cela est dangereux à mettre en oeuvre, car cela déstabilise les éco. Or nous avons besoin de stabilité. C’est de la déconstruction dans le chao (Goulard).

De plus, le risque de change détruirait en partie le marché unique. De nouvelles entraves apparaîtraient sur le commerce international (Monti).

Pbl actuellement l’euro est considéré comme surévalué mais la zone euro a un excédent ce que ne comprennent pas les partenaires (A. B-Quéré).

**Remarque :**

L’excédent allemand est stt en dehors de la zone euro ce qui est une information relativement positive sur la place de l’euro.

**Jeudi 15/11/2013 15h**

**Réformes éco : quelles priorités ?**

**J.Pisani Ferry (Commissariat général à la stratégie et à la prospective)**

Réformes impopulaires mais nécessaires.

Il ft le diagnostic de ce qui ne va pas et choisir ce que l’on veut faire.

Ds les réformes, il y a un bloc écoq et un bloc social.

Ss réforme c’est dangereux. Italie est à son niveau de vie de 97.

Il faut un consensus sur la croissance et la qualité de la croissance.

Créer des emplois non délocalisables est dangereux car c’est fuir devant la concurrence et créer des produits non exportables.

Les réformes ne se font pas au détriment du social systématiquement.

Par exemple, dans le domaine du logement, les réformes agissent sur la rente foncière et non sur le pbl en amont.

**J. C. Mailly (secrétaire général de FO)**

Crise = situation entre 2 modèles éco et sociaux.

On doit poser la question des pbl en matière de réformes.

On ne peut traiter les réformes éco sans traiter l’enjeu européen.

On assiste à des rigidités de politique économique en raison des contraintes européennes.

Les Etats sont incapables de gérer au niveau européen les pbl des FMN.

Le social devient la variable permanente.

Tout n’est pas dû à l’europe mais tous les syndicats européens s’opposent au pacte budgétaire montrant les critiques.

**Y. Moreau (Président de la commission pour l’Avenir des retraites)**

Les réformes ne supposent pas d’oublier ce qui a déjà été fait.

Il est difficile de mesurer le chemin parcouru.

Il faut préciser ce qui dépend de ns et de l’international.

On n’est pas légitime en interne si on est trop faible à l’international.

**Artus**

La France n’a pas un pbl de croissance mais de gain de productivité.

Le progrès technique = 0 aujourd’hui.

Ce débat est différent de la croissance. Le progrès technique est essentiel.

Ss PT, on sera incapable de financer les dépenses publiques.

Notre potentiel de croissance est 1-1,5% ce qui à LT aura d’importantes csq.

Il faut des réformes pour permettre l’attractivité.

La France accueille des Ient ms bcp sont des flux de trésorerie. Les IDE sont 1 md d’€ uniquement.

L’essentiel de nos pbl depuis 20 ans est un pbl d’offre.

Le système productif ne répond pas à la croissance de la demande.

**Les priorités ?**

**Artus**

Il faut jouer sur l’attractivité.

La rentabilité du capital mis en œuvre (ROAS) est très faible en France ce qui ne donne pas envie d’investir en France.

Il y a de l’argent mis à disposition mais si on innove en France, on ne produit pas en France car ce n’est pas profitable.

Il faut rendre attractive la France.

**J P-Ferry**

Svt on a utilisé l’instrument fiscal pour améliorer la compétitivité.

La stratégie des entreprises est néfaste car on a de la p° de bas de gamme qui vit avec des subventions et des marges faibles empêchant d’investir.

Se pose le pbl des inputs en France relativement cher.

Il faut remettre de la compétitivité dans les secteurs exposés à la concurrence.

**Y Moreau**

Il faut savoir où nous en sommes.

Il faut un endroit où nous pourrons sortir et discuter d’un projet.

**J. C. Mailly**

Il faut un nouveau « commissariat général au plan » pour traiter les dossiers à MT-LT.

Il y a aussi des situations d’urgence sociale à traiter.

Que fait-on des salariés « en faiblesse » au chômage (ex : senior) ?

Il faut traiter la question des priorités au niveau européen ce qui nécessite de modifier les traités.

Actuellement, il y a un transfert de la dette privée vers la dette publique et il faut y réfléchir par rapport aux règles européennes.

Il y a tout le pbl de la justesse notamment des réformes fiscales.

**P. Artus**

Il y a 2 sujets :

* A CT, situation d’urgence avec le pbl de la compétitivité et de l’attractivité de France pour les investissements. Le bas de gamme industrielle va partir avec les pbl de chômage.

Notre pbl n’est pas la dde mais l’offre.

Cpte tenu de notre niveau de gamme, le coût du travail est 15-20% trop élevé.

* A LT, politique sociale à mettre en oeuvre

**J. Pisani-Ferry**

Il y a un pbl de formation. On forme stt les personnes déjà qualifiées. Entre former et payer, les entreprises payent.

Il faut basculer les droits à la formation sur le salarié et non l’entreprise.

**P. Artus**

Une réforme n’est pas pour les entreprises **ou** les ménages. Ce n’est pas que des transferts aux entreprises.

**J. Pisani-Ferry (JPF)**

Certaines situations sont inefficaces et il ne s’agit pas pour une réforme de créer un système gagnant/perdant.

**JC Mailly**

Une part de l’activité syndicale est de la résistance ds les périodes difficiles.

**JPF**

Le pbl est que l’ensemble des intervenants des négociations sont conservateurs.

**F. Bourguignon**

En proportion en PIB/tête nous déclinons depuis 30 ans vis-à-vis USA, All, RU, Suède, Pays Bas.

Stabilité par rapport aux Italiens.

On décline par rapport aux autres, est-ce problématique ?

A un moment où un autre, nous allons tomber sur des impossibilités comme par exemple dans le domaine des retraites. On a un risque de faillite de certains systèmes.

Les réformes sont nécessaires pour éviter « les murs ».

Le contexte CT/MT et de LT se couple avec la pblq Europe/France.

CT/MT crise + crise européenne.

Il faut promouvoir des politiques au niveau européen.

Mais cela ne peut éliminer les besoins des réformes au niveau de la France.

Les réformes de LT peuvent être de natures différentes de celles à CT.

La croissance ce n’est pas la relance (du CT).

L’immobilisme est souvent justifié par la peur des conflits redistributifs.

Il faut aller au-delà.

Il faut distinguer les effets à CT d’une réforme et les effets à MT-LT. A CT c’est plutôt au détriment des ménages et bcp moins à LT.

Les réformes du coût du travail sont essentielles.

La formation professionnelle est aussi un domaine essentiel.

Ex : enquête OCDE type PISA (sur le niveau des élèves avec compréhension de texte) avec les salariés nous sommes dans les dernières positions.

La formation professionnelle, ce ne sont pas des stages de spécialisation, les formations doivent être plus longues, certifiantes, diplômantes.

Il faut notamment revoir le financement et le paritarisme de cette formation.

Remarque sur PISA , même si cela est contesté, il y a une corrélation entre le chômage des jeunes et résultat à ce test.

**P.Artus :** Pbl en France, les emplois supprimés ds les secteurs à productivité élevé passe ds des secteurs à productivité plus faible. C’est la différence avec l’Allemagne.

**Quand le commerce mondial devient un jeu de pistes. 15/11/2013**

**P Blandin : secrétaire général de Macachrome**

**F. Toubal : Conseiller scientifique au CEPII**

**M. Durand : Directeur des statistiques et Chef statisticien de l’OCDE**

**E Dusseux : Vice-président Stratégie de Sanofi Pasteur**

**M. Roberts : Coordinateur de l’aide au commerce de l’OMC**

**M.Durand (OCDE)**

Il y a une base de données statistique qui mesure les échanges en VA **(EVA).**

Cette mesure permet la fragmentation du CI.

La chaine de valeur est décomposée à l’ensemble du monde.

On parle du « made in world ».

Les mesures traditionnelles évaluent mal ces flux.

Les flux bilatéraux entre pays sont biaisés par la décomposition du processus de production.

On a pu mesurer la part de la VA étrangères contenue dans les X°.

Cette part est très différente selon les pays.

* On a les factory asia et europe
* On a ceux qui ont une part faible de la VA étrangère contenue ds les exportations (X°)

La France est un pays intermédiaire.

Les intrants étrangers sont importants dans les matériels de transport en France, l’électronique pour la Chine.

Cette vision en EVA change la représentation de nos pays partenaires ceux qui tirent les exportations françaises. Les USA ds ce cas ont une part comparable à celle de l’Allemagne.

De même, l’excédent chinois par rapport aux USA est moins important avec l’EVA qu’avec la mesure traditionnelle.

Beaucoup de nos services sont exportées et inclus dans les exportations des biens des autres pays.

Cela contribue à plus de 50% de nos exportations.

Implications :

* Il y a une nouvelle représentation des échanges Ix.
* Cela permet de déterminer nos avantages comparatifs.
* Cela change la façon de voir la compétitivité des entreprises
* Cela donne une meilleure appréhension du rôle des services dans notre commerce extérieur

Il faut regarder les échanges de B&S mais aussi les échanges de revenus avec cette approche. Cela ouvre aussi la question du partage des compétences dans la chaîne de valeur. Cela pose aussi le pbl de la réglementation.

**F. Toubal**

Qd on réfléchit au commerce en VA, cela remet en perspectives les importations. On considérait que cela se substituait à l’emploi.

Il y a un rapport du Sénat sur ce thème.

Les allemands importent beaucoup de produits, très diversifiés avec des qualités différentes.

En France, on importe en masse avec un manque de qualité.

Ce débat remet sur le devant de la scène les services à l’exportation.

La part des prestations de services aux producteurs a beaucoup augmenté (M. Crozet).

L’interdépendance est incontestable et est la csq de la fragmentation des processus productifs.

Cela occasionne des chocs qui se transmettent.

La fragmentation est un phénomène ancien. Le Japon fragmente depuis les années 60, l’Allemagne après la chute du communisme. Or le phénomène s’est accéléré.

En France, c’est à partir de 94.

**Sanofi Pasteur (vaccins)**

97% des vaccins sont exportés.

**Différents marchés :**

* Marchés privés
* Marchés publics nationaux avec une exigence de localisation de sites de production par exemple en Chine. Le Brésil impose des partenariats…
* Marchés supranationaux ont un px très bas ce n’est pas viable de produire en France. Il y a d’autres stratégies avec par exemple le recours à l’Inde. La localisation est svt ds le pays.

Il y a une DIPP en fonction des exigences. Il faut des partenariats sur une partie de la chaine de valeur.

* Sur la R&D le champ de travail est planétaire et le travail se réalise dans des clusters.
* Champ de la collaboration sur certaines maladies, pandémies avec les pays, l’OMS …il s’agit de répondre collectivement.

1700 personnes travaillent en R&D et 800 en France.

**Mecachrome, P. Blondin**

10 sites, 1 200 personnes

Implantation Iale notamment au Canada.

Une aventure nord américaine qui a posé un pbl de culture.

Entreprise a connu un plan de sauvegarde.

3 fonds l’ont racheté

* Fonds de pension des travailleurs du Québec ;
* Fonds français (aéronautique et BPI France en direct).

Il faut penser global.

C’est un ETI donc un sous-traitant auprès de l’aéronautique (Airbus) et aéromoteur auprès de Safran, Pratt&Witney, Rolls Royce …

Ils exportent vers leurs clients qui exportent à leur tour leurs produits finis.

Cet ETI ne fait pas de la grande série et a des capacités de production limitée.

Ce sont des sous-traitants qui doivent se remettre en cause même s’ils sont parfois fournisseurs.

Ils ont peu de part de la propriété intellectuelle.

Leur VA passe par la proximité du client et son savoir-faire.

Ils n’ont pas de produits en propre.

Leur chaîne de valeur est dispersée dans le monde entier par exemple, les machines-outils proviennent du Japon.

L’internationalisation est une obligation.

Certains marchés sont cependant très fermés (Spirit, Boeing …).

Il faut aller aux USA pour capter les clients et contourner le pbl des devises.

Ils doivent pour certains contrats expliquer leur savoir-faire au niveau local notamment en Chine.

Le problème actuellement est de trouver des ouvriers qualifiés en France alors que cela est encore possible à l’étranger.

**M. Roberts (OMC)**

Connecter les pays les moins avancés aux chaines de valeur est indispensable.

PMA = moins de 1200$, 55 pays auj.

Chine moins de 5% des exportations de marchandises des PMA presque 55% auj. Ces pays deviennent leur atelier d’assemblage.

L’Inde devient aussi un partenaire essentiel.

Le pbl pour ces pays notamment est de trouver des stat sur ces pays.

CCL

Cette fragmentation remet en perspectives la politique commerciale et de change.

Le « made in France » est illusoire. Il faut s’intégrer dans la chaîne de valeur.

Cela ouvre de nouveaux enjeux sur la politique industrielle plus orientée sur l’innovation.

La politique industrielle ne doit pas être pensée seule, il faut faire le lien avec les autres politiques d’éducation, de transport, …

**Comment expliquer les écarts de croissance ? 15/11/2013**

G. Cette : Professeur d’économie, Université Aix-Marseille

M. Fouquin : Directeur adjoint du CEPII

G. Nicoletti : Responsable du département éco à l’OCDE

**G. Cette**

Derrière la croissance, il y a la productivité et la population.

Cela repose aussi sur la mobilisation au travail.

Cela joue à CT/MT, à LT la contribution des taux d’emploi est faible sur la croissance.

**M. Fouquin**

Dans les pays émergents, il y a des moments de rupture. On fixe facilement des dates où des réformes politiques sont mises en œuvre permettant une accélération de la productivité.

Ex : en ce moment en Chine, il y a un « pelum » pour des réformes de la terre (ex : propriété privée à mettre en œuvre).

Pelum : orientation stratégique sur 10 ans en Chine

**G. Nicoletti**

Main d’œuvre + nombre travailleusr jouent à CT/MT sur la croissance.

A LT, il y a une limite sur la qté de travail entrainant une baisse de la productivité.

Les politiques vont avoir un rôle important.

**G. Cette**

Etude de la productivité à LT depuis la fin du 19ème siècle.

On distingue la productivité du travail et globale des facteurs.

Ici il travaille sur la productivité horaire du travail.

A Très LT sur la productivité du travail, on constate que cela explique les écarts de croissance des éco industrialisées.

Il y a des vagues de productivité

Certains pays sont précurseurs, d’autres suiveurs.

Source Bergeaud, Cette, Lecat (2013)

Graph sur évolution de la productivité à LT :

Evolution très cyclique, aux USA de la productivité du travail :

1ère vague : fin de la 1ère RI fin 19ème

2ème vague moment 2ème guerre mondiale, diffusion technologies de l’auto, chimie, électricité. L’effort de guerre a été un moteur de la diffusion des techno

3ème mini vague fin années 90’s avec les TIC.

Stt la 2ème vague avec une croissance énorme de la productivité.

Au regard des csq des TIC, va-t-on voir une période de faible productivité ? peu de croissance niveau de vie ?

Sur ces analyses des effets des TIC certains sont pessimistes, d’autres pensent que nous ne sommes que dans une 1ère vague et que des innovations vont renouveler les TIC et la productivité.

Quand on regarde les vagues par rapport à la France,

La France (autres pays industrialisés)a beaucoup de retard :

* 1ère vague : entre 2 guerres
* 2ème vague « 30 glorieuses »
* 3ème vague quasiment inexistante chez nous, on est loin du rattrapage des TIC. Peu de gains de productivité.

Le décalage est quasiment de 20 ans pour la productivité par rapport aux USA.

Dans les années 90, grande performance de productivité de la France par rapport aux USA. C’est biaisé car on travaille moins. On travaille moins or les rendements sont décroissants, on fait travailler les plus productifs sur les heures les plus productives.

Sur la période récente, nous décrochons par rapport aux USA. Nous bénéficions bcp mois de la 3ème R° Industrielle.

Coef K en TIC = Valeur des TIC mobilisées pour produire/PIB

On constate que sur la décennie 2000 ce coeff se stabilise pour tous les pays.

Cpdt pour certains pays on se stabilise mais à un niveau très inférieur (8% France, 10% USA).

Pourquoi les TIC sont moins diffusées sur le continent européen ?

On constate que la régulation sur le marché du travail et des biens à des csq.

En France l’écart % aux USA s’explique par des rigidités sur le marché du travail + écart d’éducation sur la population en âge de travailler.

C’est environ 50-50%

CCL :

On s’interroge sur la 2ème vague de TIC ?

Nous bénéficions moins de la 1ère vague de TIC.

Pour l’avenir, la politique éco et l’adaptation des institutions devraient nous permettre de rattraper notre retard. Il faut une politique industrielle.

Si une 2ème vague apparaît comme nous sommes en retard sur la 1ère nous devrions surfer sur la 2ème sans trou de productivité.

**G. Nicoletti**

**OCDE**

**Ecart de productivité des pays avancés : que savons-nous ?**

La productivité du travail a une composante essentielle : la productivité globale des facteurs (PGF).

Cela dépend de l’investissement et des intrants difficilement mesurables (qualité des travailleurs, qualité du management, …).

PGF est souvent mesurée comme un résidu et inclut de nombreuses choses.

Les différences de PGF expliquent les différences de croissance entre les pays.

La croissance de la PGF USA 1% ces 20 dernières années, France et Europe +- 0%.

La PGF dépend :

* De la qualité des Ient en TIC
* Investissement en biens incorporels et le potentiel d’innovation
* L’efficacité des mécanismes de « création destructrice » et des liens intersectoriels.

Ce sont les mécanismes de réallocation des ressources vers les entreprises les plus productives.

Les incitations à investir dépendent des institutions et des politiques en place.

Les sources de la PGF sont

* Internes à l’entreprise (Ients ds de nvelles techno, intrants incorporels)
* Relations entre entreprises avec les réllocations (la qualité et la diversité des biens intermédiaires sont sur ce point importantes).
* Retombées de l’éco de la connaissance. Le pbl est que ce n’est pas totalement appropriables car il y a des spillover. Cela bénéficie à tous.

Les rigidités vont réduire les investissements des entreprises innovantes.

La distribution de la productivité ds une éco est asymétrique. Beaucoup d’entreprises ont une productivité inférieure à la moyenne. Une queue d’entreprise a une productivité bien supérieure.

Les écarts dépendent de ces entreprises de queue de distribution.

De plus en Europe, bcp d’entreprises sont stagnantes, aux USA plus d’entreprises déclinent mais croissent rapidement, créant des emplois.

En moyenne les entreprises très productives aux USA ont une part de marché très importante qu’ailleurs.

L’investissement incorporel varie beaucoup en fonction des pays.

Ds les pays comme USA, Ients incorporels> investissements corporels.

Des études montrent le lien entre la qualité managériale (questionnaire aux entreprises avec description de l’organisation du travail et la productivité).

Quel est le rôle des politiques ?

L’influence la + importante est la concurrence, elle améliore l’accroissement de la productivité.

La stimulation de la concurrence est essentielle.

**M. Fouquin**

La productivité est la condition de l’amélioration des niveaux de vie.

Accélération du PIB par hab des pays développés par rapport au reste du monde au début du 20ème siècle avec un ratio de 5, après la 2nde WW ; le ratio passe à 7x plus.

Il y a une progression du revenu par hab du RU début 19ème et début 20ème.

En revanche, sur la même période, les salaires en Inde baisse.

Les pays du nord s’enrichissent et d’autres s’appauvrissent.

Les statistiques sur les différences de productivité semblent changer.

Il y a une progression de l’écart de productivité entre les pays entre 1960 et fin des années 90.

Depuis l’écart se réduit.

Par zone géographique, l’Asie hors-japon dans les années 60 est la plus pauvre, à partir des années 70 il y a un phénomène de CV vers les autres pays développes (ex avec la Corée).

L’Afrique est une région pauvre dont la pauvreté s’accroît jusqu’au milieu des années 90 depuis cela semble s’inverser.

Europe centrale il y a fin des années 80 et 90 la transition (appauvrissement) et 96-97 une reprise

Amérique latine, dans les années 80 et 90, il y a le piège de la dette et la situation s’améliore un peu.

Le changement de tendance vient du ralentissement de la productivité du travail des pays développés.

Les autres régions connaissent un retour de ces gains stt pour l’Asie et l’Europe centrale.

Cas des pays d’Asie :

* 1er rattrapage le Japon au cours du 20ème siècle mais maintenant ces gains sont très faibles, 0,6% par an entre 2000-11
* Chine, la contribution à la croissance repose sur l’Ient (5,1%) et bcp moins sur l’emploi (0,3%). Cela provient de réorganisation de la part de la Chine comme par exemple Taïwan dans le textile.
* Indonésie, faiblesse de l’Ient. Le rattrapage sera donc assez lent

Le remplacement des équipements est une chose essentielle.

Il y a un piège des pays à revenus intermédiaires.

Après la 1ère phase de développement d’autres pbl se posent.

B. Eichengreen (2013) expose les pbl :

* le niveau d’éducation de la population, quand le système de production devient plus sophistiqué, il faut une pop° plus éduquée.
* la part des produits high tech ds les X° qui doit augmenter
* Le vieillissement de la pop° avec dans un 1er tps une population essentiellement active.

Les écarts de productivité concernent stt les jeunes par rapport à la tranche 25-54 ans.

Pour les seniors, cela est plus compliqué en raison de la situation de sous-emploi.

Les écarts de croissance en Europe :

Cela vient notamment des rigidités sur le système.

Manque de concurrence notamment dans les services aux entreprises.

La justice et la longueur des procédures notamment sur le droit des faillites.

**L’économie française entre rebond et déclin ? 15/11/2013**

**P. Aghion**

**P. Artus**

**H. Boulhol**

**P. Gattaz**

**E. Heyer**

**H. hélias**

**A. Mérieux**

**Sénateur Maire de Lyon G. Colomb**

**A. Merrieux**

**H. Boulhol (économiste OCDE)**

Pbl de LT de la France : une insuffisance d’offre autant ds l’industrie que ds les services.

Progression faible du revenu par hab.

Pas d’effondrement immédiat de l’économie, glissement progressif. Risque de léthargie et de non réactions.

Insuffisance de la dde à CT.

Pbl on agit à Ct sur la dde ce qui détériore encore plus le pbl de l’offre.

Il ft définir un plan d’assainissement public + stabilisateur auto + prendre des mesures d’urgence.

Utiliser ce tps pour mettre en œuvre des réformes structurelles à spectre large.

**E. Heyer (OFCE)**

Actuellement, on ne prend pas en compte suffisamment la conjoncture économique.

La crise éco est un choc de dde. Les réponses avec les politiques d’austérité sont négatives sur la dde.

Dé-corrélation entre la pblq de CT sur la dde et la pblq de LT sur l’offre.

La politique d’offre actuellement n’est pas efficace sur les entreprises.

Actuellement la croissance de la productivité = 0,9% et souvent sureffectif ds les entreprises.

Donc la croissance sera pauvre en emploi car il faudra absorber ce sur-effectif

**P. Gattaz (président du MEDEF)**

Il faut de l’optimisation des administrations. Il y a une sur-fiscalité et sous rentabilité.

Manque de confiance dans la politique du pays, l’éco de marché n’est pas assumée comme l’éco de l’innovation.

**P. Aghion (professeur à Harvard)**

Politique contracyclique est importante pour la croissance.

Les pays plus contra-cycliques ont réduit leur dette publique (car ils accèdent à des taux intérêt plus bas)

Comment réduire le déficit :

* par augmentation des impôts c’est une catastrophe,
* ceux qui baisse dép publique sont plus facilement sur un sentier de croissance (Suède, Canada, …).

Cela permettrait de plus de négocier avec les Allemands grâce aux politiques structurelles.

E. Heyer nuance car les réformes de la Suède et Canada sont des cas isolés en période de croissance.

H. Bouhlol nuance la politique de relance car la marge de manœuvre sur les marchés financiers est faible.

**Artus**

France, a un pbl de croissance sur le LT car nous ne sommes pas assez sophistiqués.

2 piliers : innovation, production

Le pilier innovation a été géré.

Le pilier production n’est pas traité car l’attractivité de la France est faible, la rentabilité du capital est très faible.

On a des idées sur le LT mais que fait-on maintenant ?

La politique budgétaire est quasiment impossible actuellement.

La BCE doit se mêler des réformes structurelles.

**Sénateur-maire**

La France relance même en phase haute de cycle.

La dette est notre « morphine ».

Japon, la dette publique est détenue en interne or pour la France ce sont les investisseurs étrangers.

Nos entreprises ont des marges basses et investissent très peu.

Nous n’avons ni compétitivité prix ni hors-prix.

**Aghion**

La dévaluation fiscale est une solution en période de change fixe (ce que disait Keynes).

**Heyer**

Il faut revenir à un sérieux budgétaire et au traité budgétaire pour limiter l’austérité.

La politique de dévaluation fiscale, la baisse des salaires risque de conduire à la déflation si tout le monde le fait.

All en période de croissance, seule a fait de la TVA sociale et baissé les salaires en laissant filer les déficits. Le contexte est très différent aujourd’hui et la même politique pour tous de manière non coopérative, cela est dangereux.

**H. Hélias (PDG Mazars)**

Pbl de développement des innovations une fois faite en France.

Il faut une intelligence éco entre entreprise et PME ce qui nécessite du tps.

Or le tps d’adaptation aux normes et d’adaptation aux coûts est trop important.

**A. Merrieux (Président de l’Institut Mérieux et la fondation pour l’université de Lyon)**

En France nous sommes « des cigales » tristes. Nous manquons de confiance et de vision partagée.

Nous n’avons pas de vision, de cap, …

Il faut innover, former, se battre.

Il faut de l’exemplarité des « chefs » quel qu’ils soient qu’ils passent devant et prennent des risques.

**Questions :**

**P. Artus**

22€ de l’heure en Espagne pour coût du travail, 37 en France.

Espagne -15% pour la production d’une voiture par rapport à la Chine.

**Dévaluation fiscale :**

Transférer les charges sociales sur la TVA (pbl cela ne résout qu’une petite partie du pbl).

**H. Boulhol**

Ce qui pèse en France ce sont les cotisations employeurs.

Le poids de l’IS est bcp moins important. Les niches fiscales créent cependant des distorsions.

La dévaluation fiscale est non coopérative pour les pays non compétitifs.

Cela pose le pbl des partenaires sociaux car les cotisations sont un outil qu’ils utilisent.

Normalement, on a une neutralité fiscale, à terme les impôts doivent être neutres ce qui n’est pas vrai en fonction des rigidités.

**P. Aghion**

Pas de neutralité taxe/BPI. Ce n’est pas la même chose.

Nous sommes dans un pays qui crée de l’inégalité à la base.

On fait de la redistribution ex-post.

Suède : réduction de la fisca, tx fixe sur K (30%) et un tx max sur le Ru (57% tx marginal max) + baisse des dép publiques.

Pas autant de niches fiscales que nous.

**Redécouvrir Ricardo**

**P. Dockès**

Ricardo est à l’origine de 2 courants : néoclassique/marxiste

Ricardo sera à l’origine de l’éco politique critiquée par Marx.

**Il participe à 3 contreverses**

* Sur la monnaie et la controverse de la dévaluation de la livre
* Sur la valeur avec la controverse avec J. B. say
* La controverse sur les crises éco avec Malthus et Sismondi

Crise sectoriel poss mais pas général en accord avec Say. L’offre crée sa propre dde et contradiction avec Malthus et Sismondi. Keynes prendra partie pour Malthus. C’est Ricardo qui l’emporte cependant à son époque.

+ analyse de la thie des coûts comparatifs.

Pourquoi le redécouvrir :

Ricardo c’est l’éco politique anglaise.

En France cela commence avec Boisguilbert et se termine avec Sismondi.

Ricardo fait une asymétrie avec les facteurs de production.

Il place le capital au centre du système

Le capital « achète » les travailleurs.

Il insiste sur l’accumulation du capital.

Il explique comment la production donne du profit que ce profit donne du capital puis s’accumule.

On peut faire une distinction avec d’autres éco français.

Il y a l’idée de 3 facteurs de p° : la terre, le travail et le capital.

Or Ricardo montre que le capital est le plus important.

Tx de profit = tx d’accumulation.

+ le tx de profit est élevé plus l’accumulation sera importante.

Ce taux de profit détermine le taux d’emploi.

Il faut donc déterminer le tx de profit. L’antagonisme vient du travail par rapport au capital.

**A. Orléans**

Pbl de la valeur

Pourquoi les marchandises ont de la valeur ?

Schumpeter ds histoire de l’analyse éco (tte thie commence nécessairement par une thie de la valeur).

L’interrogation au départ concerne la valeur.

La constitution de l’éco politique en science vient de cette thie de la valeur mais pas uniquement à la description du monde.

Ricardo est l’un de ceux à aborder ce point.

Ricardo distingue :

La valeur d’usage et d’échange à la suite de Smith.

Valeur d’usage = utilité

Valeur d’échange = ce qu’elle permet d’acheter dans l’échange.

Les 2 axes sont indépendants. L’air et l’eau sont utiles et peu cher et diamant et l’or ont une valeur plus grande.

La valeur d’échange ne provient pas de l’usage (ce sera contesté par J. B. Say 1817 et les marginalistes).

Les marchandises doivent être utiles sinon elles ne rentrent pas dans le domaine de l’échange et de l’éco.

Si elles sont utiles, il faut s’interroger sur la valeur.

Objet utile non reproductible : statue, tableau, monnaie rare, la valeur d’échange provient du désir.

Objet reproductible sur des bases organisées, ces objets sont le cœur de l’utilité.

Ce qui fonde la valeur est la dépense de travail.

Il faut prendre la qté de travail incorporée ds le bien. Il rejoint A. Smith.

Il va trouver des exceptions à sa thie.

Cela rejoint l’idée que si la qté de travail est en cause, la modification du salaire ne change rien car ce qui compte est la qté de travail.

Si le salaire augmente, les prix relatifs ne varient pas car c’est la qté qui est essentielle.

Ce qui est essentiel est l’introduct° du capital.

Ss appropriation du K et de la terre, la valeur est exactement la sté de travail.

Un pbl se pose quand les productions utilisent du capital car se pose le pbl de la rémunération du capital.

Il se pose la question de la composition organique du capital.

Les branches les + capitalistiques ne sont pas sensibles au salaire car elles vont être intéressées par le taux de profit.

Il y a une loi = fondement de la valeur = travail

Cela fonctionne bien sf qd le rapport entre le capital et le travail varie. Cela dépend de la composition organique du capital

Pour lui l’approximation par le travail est bonne par rapport au cas où le capital qui varie.

Marx résout ce pbl et s’interroge sur les pbl de la valeur. Marx pense le profit à partir du surtravail à la différence de Ricardo.

Le profit intervient dans le taux de profit.

Si, on fait intervenir =° des tx de profit et la valeur travail. Cela pose un pbl, si on prend en cpte la composition organique de capital différente.

Marx ajoute un autre effet en + de la valeur travail qui est =° du taux de profit.

**J. De Boyer (Paris Dauphine)**

Question monétaire

Thie monétaire de Ricardo

* Ricardo est à l’origine d’un courant monétaire dominant. Même s’il a été contesté à son époque.
* La monnaie est interprétée sur certains marchés dont
* Le marché des changes
* Il ya une thie de la banque et un désaccord sur le rôle de la bq centrale
* Ricardo intervient en 1809 et critique l’analyse d’A. smith 1776 et H. Thornton (1802).

Ricardo critique la tradition. La monnaie est liée au crédit. La monnaie sert à faire circuler les biens. Les biens circulent grâce aux crédits.

Cette conception trouve son prolongement dans la banking school, l’institutionnalisme et keynésiannisme.

La monnaie serait donc endogène.

S’appuyant sur D. Hume (1752), Ricardo considère que la monnaie est exogène, elle est dissociée du crédit. Sa valeur s’ajuste pour satisfaire les besoins de l’éco.

On retrouve cela ds le currency school, quantitavisme et monétarisme.

* La monnaie sur les marchés

Les 2 conceptions s’opposent.

Selon la 1ère conception, la monnaie va avoir des effets sur le marché des biens, monétaire et des changes.

Sur le marché des biens selon la 1ère thie, la liquidité est assurée par le système des crédits. La banque centrale assure la liquidité sur le marché monétaire. Elle est un prêteur en dernier ressort. Elle a une contrainte avec le marché des changes car le prêteur en dernier ressort tient cpte des flux financiers.

Chez Ricardo, la liquidité est assurée quelque soit la monnaie, la BC n’a pas à intervenir + currency board

* Sur le marché des changes, débat du début du 19ème siècle. La £ perd de la valeur alors que l’or comme matière précieuse augmente sa valeur.

Cela vient du fait que l’or et l’argent ne servent plus à la convertibilité.

Pour Ricardo c’est la variation du prix de l’or et de l’argent qui détermine la variation du taux de change (pour l’autre courant c’est l’inverse).

Ricardo = baisse de la valeur de l’or (baisse PA) = hausse de la demande d’or = hausse du prix de l’or = baisse du taux de change.

La baisse de la valeur de l’or vient d’un excès d’émission de billets par la banque.

Thornton

Pour financer les alliés contre la France, il y avait des transferts financiers et un excès de £ sur les marché = baisse tx de change = hausse de la dde d’or pour l’exporter = hausse du px de l’or.

Il y a donc une relation inverse. Tout dépend de la théorie avancée.

* Ricardo en déduit une thie du rôle des banques.

Si on dde le rbsmt des billets sur l’or c’est que l’on a un déficit commercial car l’or a plus PA à l’étranger.

Si la banque se met à accorder un crédit en émettant des billets -> nveau déficit coal -> nveau dde de Rbsmt des billets en or -> or sort du pays et l’encaisse d’or augmente au profit des créances.

Au bout d’un certains temps se pose un pbl de liquidité.

Toute émission de billet a pour CTP une augmentation du stock d’or et inversement s’il y aune baisse du stock d’or.

La BC n’est donc pas prêteur en dernier ressort car cela conduit à l’illiquidité (critique de Thornton)

**G. Faccarello (ENS Lyon)**

**Sujet du CI : un paradoxe.**

Ricardo est connu dans la théorie du CI.

Héritage de l’époque.

Bcp d’écrits sur le CI. Cpdt souvent se mêlent 2 types de question

* + Explication des flux Ix
	+ Quels gains un pays retire de l’échange ?

Il y a la doctrine de la balance du commerce (la + importante) qui s’est transformée au 18ème siècle en balance travail.

Il faut Xer des marchandises qui exportent + de travail qu’on enimporte.

Il y a l’approche française des théoriciens de la « liberté du commerce » (Boisguilbert, Turgot) peu importe la balance, la liberté de commerce stabilise et permet l’opulence.

Il va aussi avoir :

* + L’approche humienne sur l’éq automatique de la bal commerciale grâce à la TQM
	+ Smith et la DIT. Viner (1937) montrera la règle du 18ème siècle pour l’avantage absolu.

Cet héritage sera importante

* Qu’apporte Ricardo ?

Chap 7 1817

Il y a 3 éditions de cette œuvre le chap 7 sera peu retouché.

Evaluation de coût en termes de travail. Analyse en termes de drap et vin.

L’échange peut se faire même ss avantage absolu en fonction des rapports de coût.

Il faut se spécialiser là où le prix relatif est le moins élevé.

Il en déduira une réinterprétation de la règle du 18ème siècle. Il faut faire une analyse en termes de coût relatif.

Il faut comparer les coûts de production relatifs des différents biens ds le pays

* La généralisation de la démarche

Cela sera généralisé.

On présente le modèle avec 2 pays et 2 biens. Chaque pays est en autarcie. On critique Ricardo sur son exemple à partir des nombres fournis (Carré magique), ces chiffres sont interprétés comme des coef techniques. Les qté échangées sont indéterminées et il faut intégrer l’utilité et la demande pour déterminer le prix d’équilibre et les gains de chacun.

Les px d’équilibre sont en autarcie et on ne compare que le sens.

On ouvre les échanges et on compare les gains.

Tous les modèles auj repose sur les av. comparatifs et toutes les différences reposent sur les raisons des différences de px relatif.

Pas d’échange si

* Dde et utilité identique
* Identité des techniques Ricardo remet en question
* Même dotation relative de facteurs HOS
* Pas d’intervention de l’Etat
* Rdmts d’échelle constants nvelle thie du CI le remettra en question
* Forme de marché = concurrence parfaite nvelle thie du CI travaillera sur la concurrence imparfaite

Les différents modèles reposent sur la levée ou non d’une hypothèse.

* Pbl d’interprétation des analyses de Ricardo

Vocabulaire et démo parfois obscurs

Il n’est pas clair sur la thie des px d’équilibre.

Le terme de « coûts comparatifs » n’est pas de Ricardo, cela ne concerne que quelques §. Certains doutent même de la paternité de cette thie.

Que dit le reste des chap en dehors de ces § ?

Qques questions fondamentales :

* + Ricardo réfléchit en termes réel ss monnaie or le reste du chap parle de la monnaie
	+ C’est un raisonnement macro sans faire le lien avec l’origine des flux
	+ Raisonnement en termes de coef techniques

On parle de l’interprétation de Ricardo de J. S. Mill (1844) à partir des wx de son père J. Mill

Il donne une autre vision de Ricardo

* Un nouveau regard

Ricardo à la différence de l’interprétation :

* + Ne raisonne pas en autarcie
	+ On a pas de coeff technique, on a le rapport tiré de l’échange international
	+ Le raisonnement se fait au niveau micro en fonction des px monétaire exprimé en or et les entreprises recherchent leur gain perso et non celui du pays
* CCl quel message auj. des travaux de Ricardo ?

Il faut lier la thie du CI de Ricardo avec sa thie monétaire

Il a une vision dynamique des av comparatifs.

Il insiste sur les px, la spécia°, les gains tirés de l’échange Ial.

Il ne faut pas le lire en Puzzle.

**Actualité de la thie de la monnaie de Ricardo :**

La qté de monnaie n’a pas d’effets sur les prix relatifs. Cela conteste l’intervention des prêts en dernier ressort (prêts non conventionnels).

**Thie de l’impôt de Ricardo**, px naturel = prix monétaire qui dépendent des qtés de travail, constitution organique du K, de la DIT … et de l’impôt

Il explique l’impôt que l’on peut lever.

La question de l’impôt s’est posée à la fin des guerres napoléoniennes.

Il y a le pbl de la dette accumulée.

**Faut-il restructurer la dette ?**

Payer l’impôt auj ou demain c’est la même chose car on l’anticipe. C’est la théorie ricardienne de l’équivalence.

La courbe IS ne se déplace pas en cas de dép publique car soit elle est financée par l’impôt et sinon c’est de la dette et on anticipe.

Il y a une équivalence entre auj et demain.

Ricardo ne s’en lave pas les mains.

Il faut faire payer l’impôt tout de suite.

Il faut faire payer le rentier et les capitalistes sur les profits.

Le grand emprunt et la réduction des impôts, c'est-à-dire faire de la dette était dans cette logique.

Cpdt, il y a une différence entre payer les impôts aujourd’hui ou s’endetter car cela pose le pbl de la liquidité des titres.

**Faut-il une politique de filière industrielle ? 15/11/2013**

Filière : ensemble des entreprises qui concourt à la p° d’un bien ou d’un service.

D. Köhler : spécialiste des questions industrielles et urbaines

G. Colletis : Professur Toulouse 1

B. Gaillezot : Adjoint au Directeur de la DGCIS

H. Lebrun

B. M. Rousseau : DG de la plateforme de la filière Autombile

L. Toubal : ENS Cachan

**L Toubal**

Pertinence d’une politique industrielle basée sur une politique éco organisée en filière.

On crée un lien entre tous les acteurs d’une chaîne de valeur.

On a peu d’ETI, les gds groupes tirent peu les PME.

Une analyse par filière laisse plus de visibilité à l’action.

Il y a des interrogations sur la politique éco actuelle avec les 14 filières stratégiques lancées.

Certaines filières sont + difficiles à appréhender : bien de c° et ameublement par ex.

C’est délicat de gérer de la même façon en politique ces entreprises de la même filière très différentes.

La filière silver est aussi une filière avec des acteurs très différents ?

2ème limite de cette politique : certaines entreprises ont plusieurs clients et secteurs. Elles ont du mal à se positionner sur une seule filière.

Nous sommes de plus dans une logique verticale avec les filières. Or aujourd’hui nous sommes ds une logique de coopération, horizontale …

Cela pose le problème de l’approche avec les pôles de compétitivité et les entreprises multi-filières.

Pour certaines entreprises, la politique manque de lisibilité.

**G. Colletis**

La politique des filières dépassent notre politique traditionnelle qui était une politique de firmes reposant sur les champions nationaux.

L’industrie n’est pas une somme mais un système.

C’est un système productif et il faut raisonner sur ce concept.

Cette politique a certaines limites.

Il ne faut pas réduire la filière à une branche.

Il faut clairement distinguer les secteurs (principale activité, Michellin fait des pneus et n’est pas dans la branches auto), les branches (contribue à la construction du même produit ex Michellin en auto), pour la filière, il y a une notion de verticalité.

Beaucoup de technologies sont aujourd’hui très transversales donc la verticalité ordonnée des filières pose pbl.

Il faut raisonner sur une trame industrielle. Il faut des filières et des relations transversales.

Quand on parle des filières, on oublie l’ancrage local et géographique.

Il est indispensable d’avoir un dialogue avec le tissu local.

On risque de céder à une vision de tout technologique. Il faut aussi rééquilibrer du côté du travail avec des politiques de formations, d’éducation.

90 pôles de compétitivité, 34 programmes : n’est-ce pas trop ?

Il faut faire des choix.

**B. Gallezot**

Il est absurde d’opposer politique de filière et horizontale.

Il ne faut pas une politique hors-sol en coopération et hors-connexion avec les pôles de compétitivité.

Un constat des tables rondes sur l’industrie : insuffisance de com° entre les partenaires industrielles.

Ds le cadre des conseils de l’industrie, les partenaires sociaux ont créé des comités stratégiques de filière (14).

Dans le découpage, chaque entreprise n’appartient pas à une seule filière.

Il faut faire cohabiter des comités de filières et des partenaires sociaux qui ne se parlaient plus.

Ce n’est pas l’Etat qui a initié tous ces éléments.

Il s’agit dans un premier temps d’identifier les compétences nécessaires pour négocier notamment avec l’éducation nationale.

Il faut aussi définir conjointement les bonnes pratiques.

340 actions, de 15 à 30 actions sont définies par filière.

Ils réfléchissent au financement de l’investissement et aux évolutions de normatives.

**H. Lebrun**

Filière santé est une filière stratégique en interne mais aussi à l’X.

On a une focalisation, on partage des directions communes.

Collectivement, les entreprises sont-elle capables de faire fonctionner les filières ?

Il ne faut pas tt attendre de la puissance publique mais elle doit fixer un cap et ne pas trop se disperser.

Comment une filière doit fonctionner ? il ne faut pas une dilution des organismes qui gèrent cette filière.

La filière n’est pas tout, il y a aussi la nécessité d’un éco-système.

La filière doit avoir une réflexion d’anticipation.

Il faut attirer les talents, les former, les garder, …

**B. M. Rousseau**

Directeur de la plateforme de la filière auto(PFA).

La filière a signé un code de performance et de bonnes pratiques.

Filière auto ?

5000 et 6000 sites, 10% des emplois industriels.

Il y a les constructeurs et stt les équipementiers de rang 1.

Il y a aussi des fédérations qui incluent des rangs 1 et 2.

En France, nous n’avons pas la culture du travail en réseau entre entreprises et l’enseignement.

Se pose le pbl de l’attractivité ds l’industrie notamment des étudiants.

**D. Koelher**

5 points sur les pratiques françaises et allemandes :

* Il y a une évolution du concept de filière en France. Il y a une vision géographique
* Le concept de filière n’est pas retenu par les All. Le pbl est que cela établit une hiérarchie entre donneur d’ordre/sous-traitants. En All, il y a les « ETI » entreprises svt famililales, de niches, haut de gamme. Il y a un rapport de force différent avec les autres donneurs d’ordres.
* L’Etat ne conçoit pas son rôle de la même façon entre la France et l’all. Il explique ce qui doit être en France. En all l’Etat fixe un cadre, il est facilitateur. Il faudra autant d’Etat que nécessaire.
* Les pays s’interrogent sur la poursuite de leur futur industriel différemment. En France on renvoie à la capacité technologique, à un point de vue ingénieur. On cherche des solutions. L’Etat est présenté comme faisant progresser l’industrie.

L’All questionne son avenir industriel en s’interrogeant sur le système industriel de demain. Elle ne se demande ce qu’est le système de demain mais comment allons-nous produire. La colonne vertébrale de leur modèle est la machine outil.

All ministère de la formation et de la recherche qui lance les projets pour le futur. Il a lancé une plateforme d’union chacun spécialiste ds leur domaine pour définir la stratégie dans chacun des domaines.

Une fois le travail fait la plateforme disparaît on le transmet à 3 fédérations pour concrétiser cette politique 4.0.

L’Etat délègue.

Les Allemands parlent de démarche à mettre en oeuvre et les français de produits.

**La France malade de ses institutions 15/11/2013**

**Y. Algan (professeur sciences Po)**

Pbl de confiance, il y a une défiance culturelle chez les Français.

**P. Aghion (professeur Harvard)**

Il y a un lien entre la libéralisation et le fonctionnement ds marchés.

Pour libéraliser, il faut de la confiance sinon, il y a une dde de normes et de règles.

En France :

* Il faut créer de la mobilité et de l’égalité.

Or, le système éducatif fabrique des inégalités ss 2ème chance. Il faut rapprocher les gdes écoles des universités. Il faut en + favoriser la mobilité, améliorer les marchés

* L’Etat n’est pas efficace.

Un blocage en France est la défiance.

Il faut repenser le système politique, un consensus ne pas chercher systématiquement à contenter les extrêmes.

**O. Klein (DG de la BRED Banque populaire, professeur HEC)**

Il prend les institutions au sens large.

Tt le monde veut des réformes structurelles ms on ne les fait pas.

Potentiel de croissance se dvlpe avec productivité du w, intensité capitalistique, pop active qui augmente, compétitivité structurelle.

Les réformes ne se font pas alors qu’il y a un consensus car :

* Culture historique et culturelle en France de rapport de force
* L’Etat intermédie en étant omniprésent dans les relations au sein de la sté. Au lieu de se sentir responsable, on a une dde d’Etat permanente. L’Etat joue le rôle « de maman ». on demande de l’Etat et on refuse la réforme. On a de plus une sté corporatiste. On a du social corporatisme et technocratisme.

**Yan Algan**

On a un pbl de dialogue social. Cela a cependant évolué.

On a une vision plus positive du rôle du dialogue social sur la croissance aujourd’hui.

**J. Méadel (directrice Terra Niva)**

Ns avons des raisons d’être fiers de nos institutions.

* Il y a une perception différente des institutions des français et des partenaires étrangers ;

Tx de satisfaction 75% de la part des investisseurs étrangers car :

* + terrain favorable à la R&D.
	+ poss de coopération
	+ Niveau des aides publiques à la R&D.
	+ Le capital humain
	+ Les infrastructures
	+ Environnement administratif et réglementaire propice aux affaires
	+ La qualité de vie et les services publics
* Ns sommes ambivalent, on veut + d’Etat et ne pas payer, ne pas varier ms du chgmt.

Aghion n’est pas d’accord avec ce bilan.

Il y a une baisse de la part de l’EBE dans la valeur ajoutée, l’industrie.

**M. Hirsch**

Il faut distinguer la vision statique et dynamique.

Globalement nos institutions produisent bien, bon fonctionnement de base des services publics. Cependant notre capacité d’adaptation est assez faible ce qui explique les dégradations de ces dernières années.

Les différents pouvoirs (Etat, UE, collectivités locales, sté civile, …) ont tendance à se neutraliser.

La confiance ds les institutions doivent être réciproques. Il y a une méfiance des institutions vis-à-vis de la population et des acteurs.

**B. Gaymard, Vice-Présidente de GE international**

La question sur l’attractivité.

Les différences de coûts All et France sont énormes au regard du tx de profit.

La France crève « du mieux est l’ennemi du bien ».

On suréagit à l’actualité.

On est tjs dans la logique de l’accusation et non dans la conciliation.

Il faut un coupable, une responsabilité.

On est sur de nombreux principes et non pas dans le principe de la réalité.

En France, la différence entre bon et mauvais élèves est énorme.

« L’enfer est pavé de bonnes intentions ».

Les entreprises ont une responsabilité. On a mis en place un système de contrôle et de défiance dans les entreprises en se cachant derrière des process.

On ne peut pas tout prévoir. On ne forme pas nos élites, nos enfants, nos cadres à l’imprévisible.

**L’avenir de l’Afrique 16/11/2013**

**Denis Cogneau : Directeur de recherche IRD**

**Mamadou Diallo : Président du mouvement Tekki et député de l’Assemblée nationale du Sénégal**

**Pascal Lamy: Ancien directeur général de l’OMC**

**Joël Ruet: chercheur CNRS**

**Mohamed Soual: chef économiste de l’OCP**

**P-N Giraud : Professeur d’économie à Mine ParisTech et à Paris Dauphine.**

**Modérateur :**

**S. Marti : ancien rédacteur-en-chef économique au Monde**

L’Afrique correspond à une 50aine de pays.

On doit plutôt parler **des** Afrique.

L’Afrique du sud est le seul pays des G20.

D’autres émergents : Nigéria.

L’Afrique est pauvre en surface et riche en sous-sol (platine, diamant, cobalt).

Pour le FMI, elle est la 2ème région avec la plus forte croissance.

Les pbl du continents sont :

* L’exode
* Terrorisme
* L’instabilité politique

La population va augmenter.

En 2050 : 9,5 mds de personnes sur la planète et l’Afrique va passer de 1 à 2 Mds de personnes.

**P.N. Giraud**

L’Afrique va devenir le géant démographique de demain.

Elle va rattraper l’Asie en 2050.

En 2100, sa population se stabilisera.

L’Afrique retrouvera sa part de l’an 1 500 dans la population mondiale.

Il va falloir faire face à l’urbanisation croissance.

712 millions d’urbains en plus sur 35 ans à intégrer.

Il faut construire 1,7 x Londres chaque année.

Il y aura des mégalopoles. Ces villes seront cpdt essentiellement des bidonvilles.

Il faudra ds ces bidonvilles :

1. Les mettre « hors-eaux » (face aux inondations),
2. Construire des trottoirs pour le développement du secteur informel.
3. L’électricité
4. Eau/assainissement

+ protection des droits de propriété à développer.

Il y aura d’importantes migrations en interne à l’Afrique mais aussi en externe.

Sur l’agriculture :

Y-a-t’il assez de terres et d’eau ? Oui

Les spécialistes disent que s’il y a une révolution verte (engrais/eau/modes de culture plus intensifs), cela fonctionnera.

L’agriculture nécessite des investissements en capital pour accéder à l’eau et construire des routes.

Va aussi se poser le problème des droits de propriété et la question de la location des terres et des investissements des FMN.

Sur l’industrialisation :

Il est utopique de penser que l’on peut développer le secteur primaire et tertiaire (communication) sans industrialisation.

Il faut une industrie. Cela suppose des IDE car ils apportent des connaissances. Ces IDE viendront des émergents actuels (BRIC notamment).

Pour y parvenir,

Il faut surmonter la malédictions des matières premières car elles engendrent des rentes, de la corruption.

Il faut se demander où seront les « Shen Zhen » Africain :

* Au Maroc
* Zone ouest de l’Afrique
* Afrique du Sud en remontant vers le Zimbabwe
* La région des lacs (Tanzanie, Kenya)
* Ethiopie (avec notamment l’investissement chinois).

Est possible d’envisager un développement de l’industrie dans ces zones, si à l’intérieur, il y a des zones d’effondrement, de chaos ?

**D. Cogneau**

Pour découper les différentes région du monde, on peut distinguer :

* Les pays à forte intensité capitalistique avec colonisation de peuplement européen
* Intensité du travail par rapport aux terres.

L’Afrique stt subsaharienne (sauf Afrique du Sud) a une abondance des terres et peu d’intensité capitalistique.

L’Europe a beaucoup de capital et de travail par rapport aux terres.

Asie et la Méditerranée méridionale ont bcp de travail par rapport aux terres et peu de capital car très vite l’agriculture fut intensive.

L’Amérique du sud est peu intensive en travail par rapport au terre et intensive en capital.

L’Afrique a une forte spécificité historique avec sa rareté de travail et de capital et l’abondance des terres et ressources naturelles.

Aujourd’hui, une nouvelle croissance ?

* Retour de la croissance ds bcp de pays africains
* Débat sur le contenu de cette croissance. Certains sont sceptiques car ils pensent que cela s’explique par l’exploitation des matières 1ères et les IDE pour les exploiter ce qui n’est pas toujours tenable.

Les sources de la croissance de ce continent restent les mêmes mais la demande est différente car elle vient des émergents.

Si cette demande se poursuit, cela donnera de la stabilité favorable à l’Etat.

L’agriculture :

Cela reste important. A l’origine (sur du très LT) les techniques étaient simples, peu de recours à l’écriture (cadastres, titres de propriété). Il y a eu cpdt des évolutions sur le LT mais la colonisation a peu modifié les conditions de production.

L’agriculture reste encore extensive (brulis, jachères, travail féminin, enfantin, peu d’engrais, d’irrigation, de variétés).

Malthus ou Boserup ?

1 des défis : en 2050 aura-t-on une catastrophe malthusienne ou une révolution à la « Boserup » ?

Ex : Ghana

Entre 85-2005 :

X2 superficie exploitée qui suit X2 population.

Les terres agricoles selon la FAO peuvent être encore X2

Au delà, il n’y aura plus de terre disponible. Donc soit on aura une solution à la Malthus soit une solution à la Boserup avec une augmentation des rendements de manière endogène et une intensification agricole.

Ici on peut s’interroger sur le rôle de l’Etat pour impulser cette intensification. De plus, le défi africain est celui du changement climatique (par ex. pour la culture du cacao avec un climat moins propice).

Remarque : la croissance aujourd’hui repose sur des rentes et sera inégalitaire.

**M. Diallo**

En Afrique, gains de productivité du travail de 2,7% par an selon Mc Kinsey.

Une classe moyenne se développe (6% de la pop°).

Il y a différents Etats, il y a 10 ans, on distinguait :

* « Les lions en cage » piégés par leur élites et des trappes à pauvreté
* Pays sortis « de leur tanière » (Ile Maurice, Maroc, …).

Aujourd’hui contrairement aux prévisions, certains sont sortis de leur situation et d’autres non.

L’Afrique peut-elle devenir l’atelier du monde ?

Il y a différentes priorités institutionnelles

* L’Etat et la politique avec le pbl des extrémismes
* Le pbl de l’appropriation de la rente et des luttes de pouvoir.

Ms il y a tout de même l’émergence d’une citoyenneté Africaine.

Une jeunesse + éduquée et mondialisée.

Il faut des institutions stables et légitimes + un bon terreau politique.

19 pays sont enclavés en Afrique ce qui crée des inégalités importantes.

Il y a de nombreux petits pays et des géants démographiques.

Va se poser le pbl de la mobilité des populations à l’intérieur des Etats et entre les Etats.

L’intégration politique peut être envisagée comme une solution

L’idée des USA d’Afrique n’a pas prospérée cependant il y a de plus en plus de regroupement régionaux entre l’Ouest, le Sud et l’Est.

Il n’y a pas d’intégration au nord de l’Afrique. Il y a aussi le « ventre mou » de l’Afrique avec la RDC qui ne fonctionne pas.

De plus, qui dit institution, dit monnaie.

A l’ouest cela sera plus facile autour du franc CFA par exemple mais aussi des possibilités avec le Nigéria et le Botswana.

Il y a aussi un travail sur les Unions douanières.

Il faudra envisager une industrialisation puis une classe moyenne et des institutions d’ici 2050.

Le point important pour l’industrialisation est celui de l’énergie et de l’écologie. Il faut aller vers l’hydro-électricité.

La confiance est également importante.

**J. Ruet**

Le monde et l’Afrique changent au niveau qualitatif et des règles du jeu.

L’Afrique va connaître un émergence tardive ce qui a des avantages :

Les partenariats sont plus faciles, l’accès aux technologies, l’émancipation des règles bilatérales.

L’Afrique est dans un monde avec un commerce qui a tendance du point de vue des émergents à ne pas suivre totalement les dogmes de la théorie des avantages comparatifs.

La Chine par exemple cherche à rentrer sur les marchés internationaux avec des avantages absolus et de les construire.

Elle pousse cet avantage en contrôlant par l’Etat ces avantages (ex avec les ressources naturelles).

On est alors dans un jeu d’acteurs et de négociation avec des entreprises d’Etat.

Il y a des opportunités mais les acteurs sont des monopoles, des oligopsones, …

La rente de l’Afrique n’est pas seulement minière, elle repose aussi sur le secteur informel.

Cela pose le pbl de l’appropriation de ces rentes.

Il faut réussir à intégrer ces rentes informelles.

L’inde a créé une éco informelle dans les bidonvilles qui sont des sous-traitants des sous-traitants des FMN.

Cela augmente la flexibilité du secteur formel et une augmentation du capital humain.

**M. Soual**

En surface, l’Afrique dépasse de loin les grandes puissances de la planète.

50% de la population a moins de 15 ans.

Au Maroc, il y a peu de retour des diplômés formés à l’étranger mais ils mettent de nombreux moyens à la disposition de leur pays d’origine.

**P. Lamy**

L’efficacité de la croissance Africaine, la différence entre une croissance de 5 ou de 8% dépendra des infrastructures, de l’énergie, des transports, …

De plus cela dépendra de la capacité à l’intégration régionale.

Or L’Afrique fait très peu de commerce intra-régional montrant un niveau d’intégration régionale extrêmement faible.

L’Afrique continue dans ses échanges régionaux sur un modèle colonial Nord/Sud et non Sud/Sud.

Le pire héritage de la colonisation : la désintégration régionale de l’Afrique.

L’héritage négatif des frontières s’est fait en raison des nationalisme.

L’intégration des marchés est mieux partie à l’Est qu’à l’Ouest et au Sud qu’au Nord.

L’intégration à l’Ouest est plus compliquée en raison de la puissance du Nigéria.

Ds le sud, c’est l’Afrique du Sud qui « écrase » les négociations ms cela progresse.

Le Maghreb est une région de non intégration économique ce qui est nuisible pour ces pays.

**Remarque :**

La croissance n’est pas le bien-être.

La croissance va arriver en Afrique en raison du bouillonnement entrepreneurial. Le défi sera au niveau social dans la répartition des richesses.

Le problème est que l’Afrique a reculé dans les priorités de l’Europe aux profits des émergents asiatiques et de certains pays d’Amérique du sud.